

---

## **Travailler plus pour certain-es... pour moins de retraite pour tous et toutes**

La « concertation » sur les retraites a repris, en marge du « grand débat national ». Pourtant la présence de nombreuses personnes retraitées parmi les gilets jaunes n'a échappé à personne. Le gouvernement est loin de prendre en compte cette mobilisation ainsi que les très nombreuses manifestations intersyndicales de retraité-es qui ont eu lieu depuis un an.

Le projet est simple, avec la mise en place d'une retraite à points soi-disant égalitaire, il serait proposé un système de bonus pour ceux et celles qui voudront (ou seront obligé-es de) travailler plus (et qui pourront le faire).

### **Pourquoi c'est un problème et pas seulement la liberté de chacun-e ?**

Le Haut commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye qui vient de faire cette annonce, avait dit dans la phase précédente qu'il était favorable à une règle d'or pour l'équilibre du système des retraites.

Ça veut dire que les dépenses devront s'équilibrer avec les recettes sans envisager de toucher aux cotisations (le patronat ne le veut pas). Concrètement, la loi bloquerait la part de PIB consacrée aux retraites, part à distribuer entre plus de retraité-es, ce qui diminuerait automatiquement chaque pension : le but de cette « réforme », c'est la baisse des pensions ! Et si certains et certaines travaillent plus longtemps pour un bonus, nécessairement ceux et celles qui partiront à l'âge « normal » verront leurs droits à pension diminuer.

Le système à point est un système à cotisations définies et pas à prestations définies (ce qui est le cas de nos régimes actuels). Ce que cela veut dire : c'est qu'on cotisera toute sa carrière et qu'on ne saura qu'au moment du départ ce qu'on touchera.

De plus, cela va défavoriser tous ceux et celles qui ont eu une carrière incomplète ou heurtée ainsi que les ouvriers et ouvrières dont l'espérance de vie est moins élevée que les cadres.

### **Le gouvernement au lieu de faire une pause continue sur sa lancée**

Nous demandons dans l'immédiat :

- l'abandon de ce projet de réforme : à cause de la colère sociale à laquelle il ne répond pas, le gouvernement a perdu la légitimité pour engager une telle réforme.
- la suppression des augmentations de la CSG sur les pensions.

L'ouverture de négociations pour des retraites qui permettent à tous et toutes :

- De partir à 60 ans et plus tôt pour les métiers pénibles, avec 75% du dernier traitement ou de la moyenne des 10 meilleures années de carrière, avec un minimum égal au SMIC.
- Des mesures d'égalité pour les femmes en rattrapage des salaires, des carrières inégales et de la charge des enfants non égalitairement partagée.
- la suppression de la décote.

<b>31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris</b>	<b>Téléphone 33 1 58 39 30 20 Télécopie 01 43 67 62 14</b>	<b>contact@solidaires.org www.solidaires.org</b>	
---	--	--	---

